

⇒ Alain JANVIER (Section d'Entreprise SNECMA, 77), membre du Conseil National
Email : alain-h.janvier@range.fr
Port. : 06 7663 4505
⇒ Jean-François DIRRINGER (Section de Meaux, 77)
⇒ Sylvain PICHARD (Section d'Entreprise SNECMA, 77)

Contribution au débat pour le 37^{ème} Congrès

.....

L'Entreprise au cœur des enjeux

En Novembre 2014, le PCF organisait une Convention sur l'Industrie. C'était là l'occasion d'une réflexion collective du PCF, mais aussi de militants venus d'horizons divers, sur les causes et les conséquences d'un déboulonnage du potentiel industriel engagés depuis de nombreuses années, sur les moyens d'y faire face, en réunissant les ingrédients d'une alternative transformatrice de gauche.

Pierre Laurent concluait ainsi : « le chantier de travail et de l'action est considérable. Il montre le besoin d'un PCF à même de porter la bataille politique à la hauteur de l'enjeu dans les Entreprises et sur les Lieux de travail. »

En Décembre 2015, le CEN (Comité Exécutive National) avançait l'idée d'une grande Campagne sur l'Emploi et le Travail.

De son côté, le MEDEF n'avait pas attendu 2014 pour se lancer dans l'arène politique.

Le pavé dans la mare jeté par Laurence Parizot au moment de son élection à la tête du MEDEF le 5 juillet 2005 n'était rien d'autre qu'une déclaration de guerre destinée à saper les fondements sur lesquels s'est bâtie la République en France.

« Je ne cesse de le répéter depuis deux ans : nous les Entrepreneurs, nous pouvons être à ce siècle encore tout jeune, ce que les instituteurs ont été à notre III^{ème} République. L'école était chargée de former le citoyen, c'est à l'entreprise aujourd'hui de lui apprendre le nouveau monde. Les instituteurs étaient les messagers de l'universel républicain, les entrepreneurs sont aujourd'hui les porteurs de la diversité de la mondialisation. Les instituteurs détenaient la clé de la promotion populaire. Nous, les entrepreneurs, nous sommes les moteurs de l'ascension sociale. »

Exit le basculement de la rémunération du travail vers la rémunération du capital, observable par tout analyste quelque peu sérieux. Exit les Reraites Chapeau indécentes touchées par ses pairs. Exit le fossé qui se creuse entre les hyper-riches et les victimes (bien réels) des plans sociaux.

Aujourd'hui, Pierre Gattaz va encore plus loin. Il prétend tenir la dragée haute à tous ceux qui viseraient à faire entrer « le » politique à l'intérieur de l'Entreprise hormis sa propre conception.

Pour faire face, il convient de faire une analyse précise de ce qui se passe.

La fin du siècle dernier a été l'objet de profondes transformations dans les Entreprises qui se poursuit aujourd'hui.

En effet, c'est en mesurant les enjeux considérables que représente l'Entreprise, ce lieu de « tous les conflits », c'est également en prenant conscience des énormes potentialités qui s'offraient à eux, créées par la situation géopolitique depuis 1990, c'est enfin en intégrant les mutations technologiques au premier rang desquelles figure la révolution informationnelle, que les principaux Dirigeants politiques et financiers, ceux-là même qui imposent leurs propres règles pour régenter le monde aujourd'hui, ont imaginé cette révolution « copernicienne » qu'est la « mondialisation libérale ». Ce faisant, ils ont fait sauter partout où ils en avaient besoin les verrous des Etats nations, devenus un carcan trop étroit, et mettant en place de quoi poursuivre la domination des logiques de profit sur l'ensemble de la planète.

Ce changement d'échelle s'est alors accompagné, sous l'impulsion de leurs auteurs, d'un remodelage profond des Entreprises et Lieux de Travail, en procédant à un éclatement des Entreprises telles qu'elles existaient durant la période (le siècle) précédente, avec notamment :

- **Le déménagement hors des grandes agglomérations** des grandes Entreprises pourvoyeuses de main d'œuvre de masse, et leur relégation en périphérie : ainsi était conçu le moyen d'écarter la contestation sociale hors du cœur des cités modernes,
- **Partout où la mise en pratique ne rencontrait pas d'obstacle majeur, le morcellement géographique des Sites industriels**, chacun d'entre eux devenant un site spécialisé dans une fonction (recherche & développement, production, après-vente, fonctions transverses) : ainsi était imaginé un puissant frein à la contagion sociale,
- **Une séparation entre Donneurs d'Ordre et Sous-traitants**, les premiers devenant le cœur des Grands Groupes Industriels devenus mondialisés, les seconds constituant des Entreprises concentriques disposés autour du Donneur d'Ordre, et investies du rôle de sous-traitance de « rang 1 au rang n », et où les salariés se voient régis par des statuts sociaux d'autant plus dégradés que l'on passe du « rang 1 » au « rang n » : ainsi était imaginée une organisation censée permettre d'accepter plus facilement les plans de licenciements sans que cela ne donne lieu à de gigantesques conflits sociaux.
- **Une élimination méthodique d'activités hors de la grande Entreprise, essentiellement celles de production**, mais pas exclusivement, opérant par différents biais allant de délocalisations ponctuelles hors de l'Hexagone, à des filialisations, jusqu'à des externalisations complètes d'activité. Masqués derrière des slogans de type « recentrage sur le cœur du métier » ou « sur les activités à plus forte valeur ajoutée, l'expérience montre qu'en fait, aucun secteur de l'Entreprise n'est à l'abri d'un tel processus, puisque des fonctions comme les Ressources Humaines, les systèmes d'information, ou les contrôle qualité sont sous le coup de telles stratégies. C'est le règne du dumping social généralisé.
- **La mise en œuvre de méthodes d'organisation du travail conduisant à une sur-intensification** du travail, dont la subtilité réside dans le rôle dévolu à l'individu face au Groupe du Travail dans lequel il évolue. Héritées des méthodes LEAN, comparables au jeu télévisuel « Le maillon faible », elles conduisent à une culpabilisation du salarié par le biais d'une mise à nu de l'individu face au Groupe, sommé d'explicitier ses faiblesses en regard des objectifs qui sont imposés au Groupe..

Les contradictions de plus en plus explosives entre donneurs d'ordre et entreprises de sous-traitance :

Si le rapport de domination institué par ces nouvelles architectures industrielles est destiné à « calmer » les velléités de contestation sociale, le vernis ne tarde pas à craquer sous les beaux discours. De nombreuses PMI se voient intimer l'ordre d'externaliser des pans entiers de leur activité par leur donneur d'ordre, ou d'engager des plans sociaux.

Quelle controffensive ?

Tout récemment, Jean-Luc Mélenchon affirmait : « le lieu de socialisation politique n'est plus l'entreprise ». Or, si le chômage de masse ou l'explosion de la précarité constituent une donnée à prendre en compte de manière indéniable et créent une situation véritablement spécifique, les clivages de classe passent bien toujours par le lieu de l'exploitation capitaliste, laquelle reste une réalité brutale de l'Entreprise aujourd'hui.

Le combat de classe, même s'il a changé de physionomie, n'a pas disparu

Ce qui a rendu indispensable cette nouvelle configuration du monde des Entreprises, ce n'est pas une lubie apparue à un certain nombre de dirigeants du monde capitaliste à la fin des années 60, mais provient d'une analyse de situations concrètes marquées de deux tendances profondes :

- Le besoin de prendre en compte la montée générale des qualifications et du niveau d'instruction s'accompagnant d'une diversification de la réalité salariale,
- Le mouvement de contestation des logiques capitalistes aux quatre coins du monde.

Faute de réponse adaptées permettant de contenir la portée de ces deux mouvements, c'est la domination du capital exercée à partir des principaux pays développés occidentaux qui pouvaient se trouver déstabilisée, voire remise en cause.

Les clivages de classe se transforment mais ne disparaissent pas

Les Communistes ont pendant un certain temps cru voire dans le premier des deux mouvements indiqués ci-dessus une menace sur la conception qu'ils avaient des clivages de classe, voire une menace sur le clivage de classe lui-même, étant donné que la diversification du salariat remettait en cause le modèle social qu'ils avaient bâti au cours de plusieurs décennies sur la base de la Révolution Industrielle, donnant lieu à un rôle jugé stratégique au « groupe ouvrier ». Pour rappel, selon ce modèle, c'était en se libérant que la classe ouvrière libérait, du coup, toute la Société. A partir des années 60 – 70, et le mouvement de 1968 en France a été analysé à juste titre à l'époque comme un signal fort, le processus de diversification du salariat, et la nette progression de couches dites intermédiaires, notamment des Techniciens Supérieurs et des cadres non dirigeants dans les mouvements sociaux, a obligé les communistes, notamment en France, à mettre à jour leur propre analyse de classe relative à la société française et dans les pays les plus développés.

La montée en puissance des couches intermédiaires et des couches moyennes dans les luttes sociales :

C'est ainsi que dans les années 70- 80 les mouvements étudiants se sont développés, engrangeant des succès indéniables, tels que la valorisation des stages d'études, ou remettant en cause des projets particulièrement néfastes et directement inspirés des objectifs patronaux : CPE,

Un autre exemple encore est l'« épopée » de l'Union des Grandes Ecoles dans les années 70 - 80. Cette organisation étudiante, à caractère syndicale, très fortement revendicative, affiliée à l'UNEF,

tout en gardant son autonomie sur la base d'une réalité spécifique, a pu développer une contestation du rôle que les classes dirigeantes assignaient aux filières de formation que les « grandes écoles » assuraient. Elle a connu une progression fulgurante et a totalisé jusqu'à 4000 étudiants en assurant une implantation dans la quasi-totalité des Etablissements, de l'Ecole d'Ingénieur classique à l'Ecole Polytechnique (qui connut jusqu'à 40% de syndiqués dans certaines promotions) en passant par la plupart des Ecoles de Commerce. Véritable ferment d'idées neuves contestant les logiques corporalisatrices et de soumission aux directives les plus ouvertement patronales, elle rayonnait dans un milieu étudiant qui découvraient la réalité des luttes sociales et dont le milieu social était alors loin d'être acquis.

Enfin, dans la même période, se constituait au sein de la CGT l'organisation spécifique UGICT (Union Générale des Ingénieurs, Techniciens, Cadres), allant jusqu'à structurer cette population au sein même des Fédérations de branches. Cette forme d'organisation perdure aujourd'hui, comme on peut le voir dans plusieurs Fédérations de la CGT (Métallurgie, Livre, ...).

Est-il besoin de souligner que la construction et le développement de telles organisations, qui prennent pleinement en compte la diversification du salariat ont été grandement facilités par l'action militante de Communistes permettant de mener des campagnes d'explication, un combat idéologique et de luttes rassembleuses basées sur la convergence pleinement assumée des intérêts de ces différentes couches sociales qui, de l'Ouvrier au Cadre non Dirigeant, constitue aujourd'hui la classe du « salariat diversifié ».

Agir pour rassembler le salariat :

Au total, la nécessaire analyse de classe, sans laquelle il n'est pas possible de mener une contestation de l'ordre établi dans les Entreprises, ni de revendiquer une véritable intrusion dans l'exercice du pouvoir sur les Entreprises, n'est alors nullement dictée par une nostalgie des clivages de classe tels qu'on a pu les connaître jusque dans les années 70 – 80, mais par l'impérieuse nécessité de rassembler le salariat dans sa diversité, et de construire pas à pas cette convergence qui, seule, permet d'isoler le Grand Patronat, qu'il soit constitué dans la pure tradition du capitalisme familial, ou qu'il s'articule en pleine connivence avec les acteurs majeurs des Marchés Financiers. **Dans cet esprit, les fortes traditions de luttes sociales menées par les « couches » ouvrières ne sont pas à ranger au magasin des accessoires, bien au contraire, mais constituent un apport extrêmement précieux dans le mouvement de convergence de toutes les composantes du salariat aujourd'hui.**

Ceci étant, force est de constater que la plupart des luttes ouvrières qui se mènent aujourd'hui constituent essentiellement des mouvements de résistance où les salariés sont le dos au mur, et sont donc essentiellement défensives. Elles se traduisent en des succès lorsque des fronts larges regroupant des catégories de salariés diverses et rassemblant les principales fonctions de l'Entreprise sont en mouvement sur des objectifs communs. A défaut, le Patronat ou, le cas échéant, les Marchés Financiers qui commanditent les stratégies d'Entreprise finissent par avoir le dernier mot. C'est dire l'enjeu que recouvrent les constructions de rassemblement des salariés dans leur diversité, ce qui suppose des campagnes idéologiques argumentées au plus près de la réalité du terrain, dont le caractère politique n'échappe à personne. En témoigne, par exemple, le rôle qu'occupe dans les batailles idéologiques la question des « couches moyennes », à distinguer du concept de « classes moyennes », que les pouvoirs politiques successivement en place cherchent à ranger sous leur bannière, révélant là une divergence de fond sur la place qu'elles occupent réellement dans les Entreprises et Lieux de Travail, en se focalisant exagérément sur les représentations sociales dont elles sont porteuses.

Bien sûr, tout ceci n'enlève rien à l'enjeu, majeur également, que représente la « reconquête » des couches populaires.

De DAESH à l'Entreprise, une continuité de combat politique :

Mais il est une autre réalité que l'on ne peut absolument pas ignorer aujourd'hui : le conflit né de la prise de pouvoir du mouvement DAESH au Proche-Orient.

Les forces réactionnaires en France ont intérêt à parler de DAESH comme un simple produit de la culture arabo-musulmane. Il n'en est rien. Ce qui se passe au Proche-Orient n'est rien d'autre que la conséquence de la stratégie des « dominos », menée par les puissances occidentales pour maintenir leur domination dans la région. Elles n'ont pas intérêt à ce que DAESH soit isolé politiquement et militairement. DAESH est mouvement obscurantiste qui a profité de l'occasion qui lui a été offerte pour installer son pouvoir à grand renfort de moyens financiers, et qui use de la terreur pour arriver à ses fins.

Dans cette période complexe que nous traversons, le PCF doit avoir deux objectifs :

- montrer qu'il existe des moyens pour isoler politiquement et militairement DAESH,
- montrer que l'obscurantisme est contraire à l'intérêt des peuples, et plus généralement, aux populations et aux salariés.

Le combat contre l'obscurantisme est le moyen qu'ont les peuples pour maîtriser leur destinée.

Aujourd'hui, DAESH est une arme de guerre visant à instaurer par la terreur un régime basé sur l'obscurantisme le plus extrême. Nous n'avons pas affaire à une guerre entre civilisations, mais à des actes de terrorisme obscurantistes contre lesquels les hommes et femmes dans leur immense majorité ont besoin de se protéger.

Mettre en évidence une collusion de fait :

Mais il y a autre chose qui caractérise la situation : nous avons affaire à une collusion de fait entre :

- Ceux qui prétendent qu'une partie de la population en France est considérée comme indésirable par le reste de la population, et que, par voie de conséquence, elle doit soit prendre les armes, soit partir,
- Ceux qui prétendent qu'une partie de la population en France ne veut pas « s'intégrer » et donc cultiverait une marginalité qui s'opposerait à « l'intérêt de la population française ». Le FN surfe sur ces idées-là, ce qui permet de laisser inviolé son programme tout entier tourné vers la satisfaction de la Bourse et des ultra-riches,
- Mais également ceux qui considèrent à l'instar d'un Grand Patronat, dont l'arrogance est sans borne, que la disparition des principales conquêtes sociales, leur remplacement par des rapports de subordination, de soumission et de négation de la citoyenneté sur le lieu de travail, avec la menace permanente d'une précarisation galopante, sont une solution d'avenir.

OUI, COLLUSION DE FAIT. Car, en agissant ainsi, les uns et les autres ne font rien d'autres qu'opposer les populations et salariés entre eux, et dédouaner le Grand Patronat et la haute Finance de la responsabilité écrasante qui est la leur dans le développement du chômage de masse, pour des raisons de maximisation des profits, mais aussi de pérennisation de leur pouvoir dans la Société.

OR, SANS TRAVAIL, PAS D'INTEGRATION DANS ET PAR LE TRAVAIL, ET SANS INTEGRATION DANS LE TRAVAIL, IL NE PEUT PAS Y AVOIR D'INTEGRATION DANS LA SOCIETE.

C'est là qu'il faut voir les difficultés que nous rencontrons, mais aussi l'acharnement qui nous est opposé pour convaincre populations et salariés, que le terrorisme est devenu, en quelque sorte, dans la nature des choses, et constitue une donnée durable de la situation.

Nous ne mettrons en échec cette stratégie que lorsque l'obscurantisme sera mis en échec, et quand DAESH sera politiquement isolé en France et au Proche-Orient. Ceci n'est pas là une manifestation de la « thèse du complot » comme le prétendent certains courants droitiers, mais la caractérisation de la lutte des classes dans le contexte actuel.

On voit ainsi le rôle décisif que joue le Grand Patronat et la Haute Finance dans cette stratégie, notamment lorsqu'ils s'acharnent à créer un chômage de masse dans un pays comme la France. Chacun sait, voire peut constater lui-même, qu'en pérennisant le chômage et en développant le sentiment de fatalité, c'est le Front National que l'on fait monter.

A l'inverse, on voit l'enjeu que représente le combat politique dans les Entreprises et les Lieux de Travail.

Il s'agit, bien sûr, du lieu de prédilection de l'action syndical pour l'emploi, les salaires, le financement des retraites, la santé publique et la protection sociale. Il s'agit également de la bataille d'idée pour déconstruire l'idéologie obscurantiste qui constitue un élément décisif du rapport de force aujourd'hui.

Sans ce combat contre l'obscurantisme et pour l'idée-même de progrès, social et démocratique, la lutte pour une société laïque ne se limite qu'à une coquille vide, celle que peut brandir la Droite et l'Extrême Droite.

Le combat contre la collusion évoqué précédemment suppose de démasquer l'idéologie du Front National sur le terrain de classe qui est le sien, ce qui suppose de ne pas se limiter au combat contre le xénophobisme et contre le rejet de l'immigration (même s'il s'agit d'une question importante qu'il faut traiter), mais également de dénoncer le soutien de classe aux revendications du Grand Patronat et de la Haute Finance. **A la fois, le FN masque avec ténacité cette partie de son programme, et à la fois, nous n'avons pas suffisamment bataillé pour démasquer cette stratégie.** En particulier, la question mérite d'être posée : où, dans quelle Entreprise, y a-t-il eu ne serait-ce qu'un tract démasquant la collusion entre les propositions du FN et du MEDEF. La réponse est dans la question. C'est par là qu'il faudrait commencer.

Cela constituerait une réponse tant attendue aux insinuations entendues ici et là, durant cette été, de Hollande à Gattaz, comme quoi FN et PCF ont ou ont eu plus que des similitudes.

Une campagne pour l'emploi pour commencer :

On voit bien alors l'enjeu qu'il y a à réinvestir le terrain de l'Entreprise sous l'angle politique. Dans cette optique, il faut prendre comme un fait extrêmement positif la décision prise par notre Parti de lancement d'une campagne sur l'emploi et le travail. Il faut s'en saisir, et lui donner une dimension concrète à partir du terrain, afin que nous ne nous limitions pas à une simple incantation. Il y a beaucoup à faire, il faut s'y engager.

Ceci étant, la dimension politique de l'Entreprise ne se limite pas à faire barrage aux plans de casse de l'emploi. C'est un terrain beaucoup plus vaste :

- C'est le terrain où se décide de ce qu'il faut produire. Quoi ? Pour qui ? Pourquoi ?
- Comment produire ? A quelles conditions de travail ? A quelles conditions environnementales ?
- Quels liens établir entre les différentes fonctions de l'Entreprise ? Quels liens entre les unités de production, de développement, de services, autres que la mise en tension via des rapports dits « clients / fournisseurs » ? Quels liens entre les Entreprises chargées de produire, et les Entreprises de Services Publics ? Quels rapports de solidarité entre les salariés des différentes Entreprises, y compris des Services Publics ?
- De la Recherche & Développement jusqu'aux Services, se pose la question : « Avec qui produire ? Quels rapports de coopération ? Avec, bien sûr, quel moyen de financement ? Quel rapport établir entre Etablissements financiers et bancaires qui ne conduisent ni à l'étranglement, ni au gaspillage des moyens financiers, ni au détournement vers les circuits parasites de la finance, ou vers les activités les plus génératrices de profits et de versements de dividendes.
- C'est dans l'Entreprise que se joue une bonne partie de la bataille pour le système de retraites ? Acceptation ou rejet des « offres alléchantes sur le plan financier » de retraite par capitalisation contre le principe de répartition ?
- C'est là que se joue une bonne partie de l'avenir de la Sécurité Sociale et de la Protection Sociale. Par exemple, avec la mise en place obligatoire dans l'Entreprise, à partir du 1/1/2016, de la politique de complémentaire santé, qui n'est pas une mesure de gauche comme on l'entend dire parfois, mais un fer de lance contre les principes fondateurs de la SECU.
- L'Entreprise est le terrain de la fiscalité, lorsque l'on entend resurgir le projet antisocial du prélèvement à la source.
- C'est là que se joue l'avenir des Comités d'Entreprise, vus comme autant d'entrave à la « concurrence libre et non faussée », alors que l'on entend parler d'un vague projet d'obligation à appel d'offre pour chacune de leur activité,
- C'est le terrain où se joue la question du logement alors que le 1% logement, réduit à la portion congrue est menacé dans son existence.
- C'est même là où se joue l'accueil de la Petite Enfance avec les prodigalités du Patronat à l'égard des crèches privées (Baby-loup, ...) alors même que les efforts de financement des Collectivités Locales, via la suppression de la Taxe Professionnelle, sont en diminution.

Surmonter les difficultés, c'est possible :

L'expérience montre qu'il n'y a aucune crainte à avoir de la part de l'intrusion politique sur le terrain de l'Entreprise. Il n'est pas une menace pour le syndicalisme, alors que la nature des liens que notre Parti inscrits dans le marbre est l'indépendance de chacun, ce qui ne signifie pas neutralité ni recherche de convergence.

Les années 2000 ont connu un recul préjudiciable de la présence du PCF sur les lieux de travail, introduisant une rupture avec la période antérieure. A sa manière, c'est ce qui a pu être mis en évidence lors de la Convention sur l'Industrie de Novembre 2014. Même si les causes ne dépendent pas que de nous :

- Le morcellement géographique de l'Entreprise :

- Le morcellement de l'activité du salarié :
- L'éclatement du cadre de vie ne facilite pas la chose :
- La mise en opposition des salariés entre eux :
- L'individualisation des salaires et la précarisation des contrats de travail : elle exacerbe les rapports sociaux et est destiné à alimenter le sentiment de culpabilité du salarié,

La nécessaire controffensive ne dépend elle que de nous.

Elle constitue un passage obligé pour reconstruire un rapport de force si nécessaire à l'émergence des conditions permettant une réelle perspective d'alternative de gauche.

Développer une pratique décloisonnée :

Une démarche de reconstruction d'une force politique communiste dans les Entreprises représente un enjeu de grande ampleur qui porte certes sur la nécessité de garantir un outil industriel qui, des bassins d'emplois aux filières, constituent un gisement décisif en matière d'emplois et de production de valeur.

Mais l'enjeu ne peut se limiter à cela : l'affrontement des classes qui sévit dans les Entreprises, l'irruption des organisations patronales dans le combat politique, la nécessité de construire un rapport de forces en partant du combat des idées, tout ceci a pris une dimension telle que l'absence de réplique au plus près du monde du travail peut ouvrir une voie royale à la poursuite de dérives droitières de la société toute entière dont nous pourrions ne pas voir les limites.

La menace que fait peser le Front National, mais également la stratégie qu'il adopte visant à occulter la partie de son programme dont le caractère de classe et de compromission avec les forces du capital est le plus marqué montre bien, si cela était encore aujourd'hui nécessaire, que le déploiement de forces communistes sur l'Entreprise est indispensable.

Pour engager une véritable contre-offensive, le décloisonnement de l'activité et de l'organisation politique est indispensable. La présence Communiste sur le lieu de travail ne peut et ne doit se comprendre qu'à la condition que la transversalité soit la règle, voire symbiose entre activités et actions politiques au sein de l'environnement (quartiers, bassins d'emplois, ...) des Entreprises et lieux de travail, quels qu'ils soient, et au sein des Entreprises et lieux de travail eux-mêmes. C'est ainsi que pourront être assurée la cohérence des interventions, le recours à tous les leviers (rôle des élus politiques mobilisation des IRP, intervention, actions de masse, ...) pour mener des actions efficaces sur le plan des résultats tangibles comme pour la progression sur le terrain des idées.

Ainsi seraient mieux réunies les conditions permettant la construction de perspectives politiques à gauche, rassembleuses et transformatrices.